



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 9 janvier 2004 (14.01)
(OR. en, pt)**

5165/04

**COPEN 5
EJN 1
EUROJUST 1**

NOTE DE TRANSMISSION

de:	Monsieur Alvaro MENDONÇA E MOURA, Représentant permanent du Portugal
en date du:	5 janvier 2004
à:	Monsieur Javier SOLANA, Secrétaire général/Haut représentant
Objet:	Déclarations du Portugal au titre de la décision-cadre du Conseil relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint les déclarations concernant la déclaration-cadre relative au mandat d'arrêt européen.

(formule de politesse)

(s.) Alvaro MENDONÇA E MOURA

DÉCLARATIONS DU PORTUGAL

DÉCISION-CADRE RELATIVE AU MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN

La décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen (2002/584/JAI) a été transposée dans l'ordre juridique portugais par la loi n° 65/2003 du 23 août 2003. Cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2004.

À cet effet et en application de la décision-cadre, le Portugal entend formuler les déclarations ci-après.

Notification conformément à l'article 6, paragraphe 3

Autorité judiciaire d'émission (article 6, paragraphe 1)

L'autorité judiciaire compétente pour délivrer un mandat d'arrêt est l'autorité compétente pour ordonner l'arrestation ou l'incarcération de la personne recherchée, conformément à la loi portugaise (article 36 de la loi n° 65/2003). En vertu du code portugais de procédure pénale, les juges et les procureurs ont compétence pour ordonner l'arrestation ou l'incarcération.

Autorité judiciaire d'exécution (article 6, paragraphe 2)

Les cours d'appel ont compétence exclusive pour exécuter le mandat d'arrêt européen dans leurs circonscriptions respectives (article 15 de la loi n° 65/2003).

Le mandat d'arrêt européen doit être envoyé au procureur près les chambres pénales de ces cours d'appel.

Il existe 5 cours d'appel:

- **Cour d'appel de Coimbra**

Palácio da Justiça Rua da Sofia
3004-501 Coimbra
Tél. 239 852 950
Fax. 239 838 985/ 239 824 310
correio@coimbra.tr.mj.pt

- **Cour d'appel d'Évora**

Largo das Alterações, 1
7004-501 Évora
Tél 266 758 800/9
Fax.266 701 529
correio@evora.tr.mj.pt

- **Cour d'appel de Guimarães**

Largo João Franco, 248
4810-269 Guimarães
Tél 253 439 900
Fax.253 439 999
correio@guimaraes.tr.mj.pt ; www.dgsj.pt

- **Cour d'appel de Lisbonne**

Rua do Arsenal, G
1100-038 Lisboa
Tél 21 322 29 00
Fax.21 347 98 45/4
correio@lisboa.tr.mj.pt

- **Cour d'appel de Porto**

Campo Mártires da Pátria
4049-012 Porto
Tél. 22 200 85 31/ 22 208 48 33
Fax. 22 200 07 15
correio@porto.tr.mj.pt

Notification conformément à l'article 7, paragraphe 2

Autorités centrales

La loi portugaise ne prévoit pas qu'une autorité centrale soit désignée aux fins de l'article 7, paragraphe 2, de la décision-cadre. En revanche, elle confère au parquet général de la République le rôle d'autorité centrale, ayant compétence notamment pour recevoir un mandat d'arrêt européen en cas de difficulté de transmission de la demande (article 9 et article 5, paragraphe 4, de la loi n° 65/2003).

Parquet général de la République

Rua da Escola Politécnica, 140
1269-103 Lisboa
Tél. 21 392 19 00
Fax. 21 397 52 55
mailpgr@pgr.pt; www.pgr.pt

Notification conformément à l'article 25, paragraphe 2

L'autorité ayant compétence pour recevoir les demandes de transit est l'autorité centrale (cf. article 38, paragraphe 3), qui, en droit portugais, est le parquet général de la République (article 9 de la loi n° 65/2003).

Parquet général de la République

Rua da Escola Politécnica, 140
1269-103 Lisboa
Tél. 21 392 19 00
Fax. 21 397 52 55
mailpgr@pgr.pt; www.pgr.pt
